

## Créer 500 à 1000 cellules inter-entreprises

Il y a cinquante ans, le PCF comptait 10 000 cellules d'entreprise, il n'en a aujourd'hui presque plus. Les causes sont multiples : désindustrialisation et délocalisations, émiettement des productions restantes en petites entreprises, affaiblissement des syndicats, sous-traitances et intérim généralisés, répression, etc. Il existe certes encore de grandes usines et de grands établissements, publics, privés ou semi-privatisés (SNCF, EDF, Poste, hôpitaux, universités, administrations), où subsistent quelques cellules d'entreprise, mais là n'est plus l'essentiel. Pour mener le combat politique sur les lieux mêmes de l'exploitation, il faut *créer des cellules inter-entreprises dans les ZI, sur les plateformes logistiques et dans les grands centres commerciaux*. C'est là que les travailleurs se trouvent aujourd'hui, en général isolés, très peu syndiqués et placés dans une grande diversité de situations.

La tâche du redressement est exigeante, mais non hors de portée. Elle implique trois conditions.

1) Il s'est répandu, certes jamais explicitement mais sournoisement, y compris dans le PCF, l'idée que la politique se réduisait aux élections et aux commentaires sur l'actualité. Ainsi, l'agenda est-il laissé aux hasards et à l'adversaire ; les partis progressistes, les syndicats, les associations sont devenus d'abord spectateurs et se retrouvent davantage dans l'adaptation que dans la création. Cette conception étroite a contribué en particulier à marginaliser l'action politique à l'entreprise. On a même implicitement cru, au vu des difficultés généralisées de tous les mouvements émancipateurs en France et dans le monde, que le principal défi consistait à « sauver les meubles », c'est-à-dire à sauver nos élus locaux en reversant à cet effet dans les quartiers (populaires ou non) les adhérents qui militaient sur leur lieu de travail. Il est temps de sortir de cette ornière, de passer du défensif à l'offensif.

2) Pour être efficace, la contre-attaque du PCF autour des lieux de travail nécessite une étude approfondie de l'évolution des classes sociales en France et dans le monde. En effet, si (comme le remarquait le *Manifeste* en 1848) les ouvriers européens ont été, pendant un siècle et demi, de plus en plus concentrés dans de grandes usines, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Le capital financier s'est certes encore concentré, mais les unités de production s'y sont éparpillées. L'industrie lourde, le textile et mille autres secteurs ont été délocalisés dans des pays à main d'œuvre bon marché. L'importation des marchandises correspondantes a multiplié le nombre de routiers et fait exploser les plateformes dites logistiques ou des multinationales comme Amazon dans des lieux géographiquement excentrés. À cela s'ajoutent peu à peu les « data centers », notamment pour « l'intelligence artificielle ». La désindustrialisation a néanmoins laissé sur place des activités peu délocalisables : BTP, mécanique auto, transports, traitement des déchets, etc., qui ont été installées dans des ZI et ZA proches des quartiers populaires. D'autre part, le dépeçage des services publics, le vieillissement de la population et l'attention portée aux problèmes de santé ont engendré des emplois dits de service, en général précaires, mal payés, aux horaires compliqués, où chacun est isolé et dépendant de structures peu humaines, voire d'algorithmes. La fermeture quasi programmée des petits commerces de ville et de village, y compris bars et restaurants traditionnels, a fait exploser les grands centres commerciaux généralistes ou spécialisés, souvent accessibles uniquement en voiture. La classe travailleuse est loin d'avoir disparu, mais elle a été recomposée. Copier les habitudes militantes des années 1970 dans ces contextes ne permettrait donc pas de répondre aux défis d'aujourd'hui.

3) Pour obtenir des résultats, il convient de s'organiser avec méthode. Localement et nationalement, les objectifs doivent être accompagnés d'un *suivi hebdomadaire méticuleux* et non cantonnés à de belles intentions laissées au gré des hasards. Il est arrivé trop souvent, ces dernières décennies, dans le PCF, de prendre quelques bonnes décisions, mais un peu au coup par coup, sans ténacité. Ce défaut ne provient pas uniquement d'une négligence ou d'un amateurisme, il est dû également à des

difficultés concrètes liées aux éparpillements géographiques, aux précarités, aux barrières installées presque partout. Le suivi militant ne peut donc être pratiqué en suivant les usages d'autrefois, il doit donc faire l'objet d'une réflexion approfondie quant aux méthodes à employer.

Créer et faire vivre 1000 cellules inter-entreprises (soit environ une par section importante à l'échelle du pays) n'a rien d'utopique, si on prend conscience du caractère indispensable de ce militantisme. Mais c'est un défi nouveau, forcément un processus original. Il ne s'agit pas en général de prolonger l'action syndicale (qui n'y existe guère), ni de la remplacer, encore moins de la concurrencer. La diversité des situations va exiger un souci d'écoute très important, dès le lycée professionnel. La plupart des travailleurs concernés ne sont absolument pas reconnus, même souvent dans leur entreprise, beaucoup d'entre eux sont envoyés à droite ou à gauche à la dernière minute. En d'autres termes, la hiérarchie ou les algorithmes considèrent qu'ils n'existent pas vraiment en tant qu'êtres humains et c'est pire encore s'ils sont immigrés, femmes, débutants. Les statuts ou non-statuts des travailleurs dans les entreprises défient l'imagination et il faut savoir en tenir compte. Notre premier devoir est de leur donner la parole : les faire s'exprimer ou les aider à s'exprimer dans un petit journal à diffuser dans leur entourage est un premier pas. L'expérience de la cellule inter-entreprises de la ZI de la Rize à Vaulx-en-Velin nous a présenté des problèmes que nous n'aurions guère pu concevoir. Certes, le contact peut encore être réalisé à l'entrée et à la sortie des établissements, mais il se fait parfois plutôt devant les cabanes de fast-food, lors des embouteillages, aux arrêts de bus (quand il y en a), ou au porte à porte dans la ville proche ou les villages plus éloignés. Les nouveaux adhérents sont souvent non syndiqués, voire membres de syndicats que l'on n'attendait pas, ils sont originaires de pays divers, avec des options religieuses variées. Nous avons aussi pu constituer un halo de sympathisants et de « contacts », qui nous rejoignent selon les questions en jeu. Ces liens sont maintenus tant en direct que via des QR-codes et réseaux sociaux.

En résumé, on peut dire que de nouvelles voies militantes sont nécessaires et que des réalisations embryonnaires sont en cours.

Cellule inter-entreprises. Section de Vaulx-en-Velin. Fédération du Rhône